

Le journal de

L'île vivante

Le journal de l'association « Ensemble pour une Île Vivante » - N°

60

Édito

Eco quartier : pour un vrai débat !

La ministre de choc, madame Boutin se répand en déclarations rassurantes sur le logement mais l'essentiel des dispositions de sa loi démentent ses propos. C'est si vrai que toutes les associations de défense des mal-logés la contestent vigoureusement dans la rue. Comment pourrait-il en être autrement quand le **budget du logement diminue de 7%**.

Dieu merci, ça bouge dans le bon sens à l'Île-Saint-Denis. Mais tel n'est pas l'avis de l'opposition ! Certes c'est son droit, encore faudrait-il que l'argumentation s'appuie sur des faits et qu'elle soit suivie de propositions. Dans son journal « Collectif infos n°3 », elle publie un article « Eco quartier : le débat continue... » bien confus. Le citoyen que je suis et qui s'en tiens aux travaux de la municipalité précédente ainsi qu'au dossier de « Notre Île » d'octobre 2008 reste perplexe. Qui parle vrai ?

L'opposition évoque le « Droit au logement », parole d'or, car un jour on finira par avoir honte de considérer qu'une partie de la population doit être parquée dans une catégorie : « le logement social ». Le droit au logement, c'est d'abord un revenu pour tous

garantissant à chacun l'accès au logement en lui laissant le choix de ses priorités tout comme le mode d'habitation. Apparemment l'opposition préfère le statut présent du logement social majoritaire tout en se référant au contrat de rénovation urbaine qui préconise 40% et le privé 60%.

La commune compte plus de 70% de logements sociaux. La majorité propose de rééquilibrer à 50/50 avec les nouveaux projets. Où est le refus de la mixité ? L'opposition veut de nouveaux logements « modérément » par peur d'une ville « de 10 000 habitants ». Pourquoi ? Elle préconise très peu de constructions en accession privée. Où est la mixité ? Comment se ferait le « parcours résidentiel » qui conduit de la location à la propriété de son logement et libère des logements sociaux pour les véritables destinataires ?

Alors, oui pour un vrai débat public, contradictoire avec toutes les questions listées et des réponses franches non biaisées. Chiche, organisons-le en commun (suite page 3).

Joseph DA COSTA

Les brèves

par Pierre VACANT

Le Biogaz, ça roule !

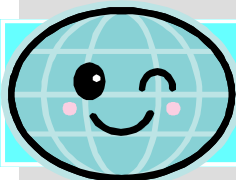
Comment s'affranchir de la livraison du gaz naturel russe dont le robinet peut se fermer du jour au lendemain ? Et comment se préparer à l'échéance 2070 ou 2080 quand les ressources de gaz naturel seront épuisées ?

Eh bien en Norvège, on s'y prépare. L'an prochain, des bus devraient traverser la capitale, alimentés par du biogaz issu de la fermentation des boues d'une station d'épuration de la ville. A terme, Oslo envisage d'utiliser l'énergie générée par les deux stations d'épuration et des déchets ménagers pour faire rouler les 400 bus municipaux.



« En France, le plein emploi est mort d'un accident du travail »

Expression d'un manifestant le jeudi 19 mars 2009 entre République et Nation.



Festival d'écologie urbaine et populaire : A quand la prochaine édition ?

Avec 3 jours de cinéma et de débats, le Festival d'écologie urbaine et populaire du 13, 14 et 15 mars dernier a été apprécié et demande dès maintenant une nouvelle édition.

Sans revenir sur l'intégralité des nombreux sujets traités : malbouffe, problème d'obésité, ondes électromagnétiques, gestion de l'eau... Notre rédaction revient sur deux thèmes abordés avec les interviews d'intervenants du Festival.



Suite au débat « La souveraineté alimentaire », 3 questions à José BOVÉ



■ Christian Vizier : Qu'est-ce qui amène José Bové au Festival d'écologie urbaine et populaire de l'Île-Saint-Denis ?

José Bové : Le fait que le festival se passe à l'Île-Saint-Denis est très important pour moi. Cet événement est en parfaite cohérence avec le travail entrepris dans cette commune pour lier la question écologique et la question sociale.

Parler d'écologie populaire me paraît avoir du sens, c'est pourquoi j'ai accepté cette invitation en m'exprimant sur la question des OGM¹ autour du film de Marie Monique Robin « Le monde selon Monsanto ».

■ A la veille des élections européennes, quels sont les enjeux au niveau de l'Europe afin de combattre les OGM ?

Je pense que voter pour la liste « Europe Ecologie » aux prochaines élections européennes va renforcer le groupe des écologistes au niveau du Parlement Européen. Ce groupe pourra, par exemple, faire

pression pour obtenir un étiquetage total des produits issus de l'élevage. Aujourd'hui, seuls les produits végétaux sont étiquetés. Or, la viande, les produits laitiers, les œufs issus d'animaux qui mangent des OGM ne sont pas étiquetés. Le grand combat à mener dans les cinq prochaines années est l'interdiction de la culture et l'importation de produits OGM sur l'ensemble de l'Europe. Il faut que l'Europe devienne un continent sans OGM.

■ Où en êtes-vous personnellement de vos démêlés avec la justice française ?

Je n'ai aucun procès avant les élections européennes et donc aucun risque pour me présenter même si j'ai des affaires en cours pour des actions menées en 2006 et 2007 sans que cela puisse remettre en cause mon élection au Parlement européen. Pour autant le moment venu, j'assumerai mes actes en tant que citoyen. Même une fois député européen je serai toujours un citoyen actif sur le terrain aux côtés d'autres citoyens.

¹ Organismes génétiquement modifiés

Suite au débat « Quelles solutions contre la malbouffe », 3 questions à Stéphane BANCHEREAU, responsable de la restauration scolaire de l'Île-saint-Denis

■ Christian Vizier : L'Île-Saint-Denis a introduit un repas Bio deux fois par mois pour les scolaires, son nombre va-t-il augmenter à l'avenir ?

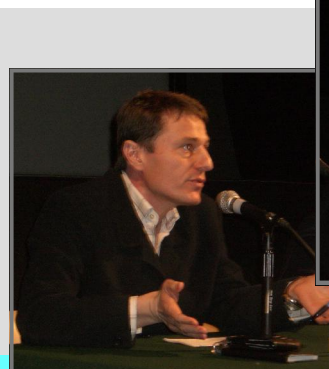
Stéphane Banchereau : Complètement, dès cette année je souhaite augmenter la consommation de produits issus de l'agriculture biologique. Nos priorités seront les fruits et les légumes et peut-être, les blés, les céréales et les pâtes.

■ Quelles sont les difficultés à surmonter par le gestionnaire que vous êtes pour servir des repas Bio ?

L'une des premières difficultés est de tomber dans la bonne « saisonnalité » des produits, notamment de la saison d'abattage des bêtes pour la viande. Il m'est difficile d'avoir la viande que je veux et d'avoir de la diversité de produit. Néanmoins, je peux l'acheter en surgelé, c'est toujours du Bio mais c'est moins « écolo » que de la viande fraîche. Autre difficulté avec l'approvisionnement de viande Bio, les petits producteurs ont du mal à s'insérer dans les commandes de grandes quantités. En effet, je commande une même pièce ou un même morceau de viande pour un repas, la difficulté du petit fournisseur est d'écouler le restant des bêtes. Je fais donc appel à des revendeurs "grossistes" qui travaillent avec des groupements d'agriculteurs. Ces derniers ayant un plus grand volume de commande cela me permet d'avoir les quantités suffisantes pour nos besoins.

■ Comment sont appréciés les repas Bio par les enfants ?

Je n'ai pas de retour précis avec un indice de satisfaction. Pour autant, je déjeune tous les jours sur place et je me rends également au restaurant scolaire Paul Langevin. Je m'aperçois que les enfants apprécient mieux les repas Bio car les produits sont majoritairement de meilleures qualités.



FRANPRIX = Franc bonheur !

Il n'est que d'être au milieu des rayonnages de FRANPRIX pour mesurer avec quelle joie les habitants accueillent la création d'un authentique commerce moderne et inscrit dans un circuit pratiquant des prix discount. Voici quelques années notre ami Larbi Bouskine avait consacré dans notre journal un article au petit commerce du coin si précieux. Merci aux propriétaires de l'avoir maintenu pour en faire aujourd'hui un fleuron de la rue Méchin.

La rue, vidée de ses commerces, faite de rez-de-chaussée devenus des dépotoirs reprend figure humaine. Ainsi, les engagements de l'Île Vivante, tenus par les élus, se concrétisent et redonnent vie à notre artère principale en conjuguant action publique et initiatives privées. Jour après jour son nouveau visage se dessine. La place provisoire et les travaux du tramway s'inscrivent

dans une transformation globale qui dotera la ville d'un vrai centre administratif, culturel et commercial.

En ce moment, se déterminent la beauté, la qualité, l'adaptation des équipements, les commodités de déplacements et l'agrément de la vie quotidienne de demain. En ce moment, la municipalité se doit de présenter et débattre de tous les détails de cette transformation. Il y a beaucoup de grain à moudre pour la Commission d'urbanisme et l'Atelier public d'urbanisme et de déplacements (APUD).

Mis à contribution, l'emplacement en cours d'aménagement pour les livraisons de FRANPRIX aurait sans doute été mieux pensé.

Joseph DA COSTA

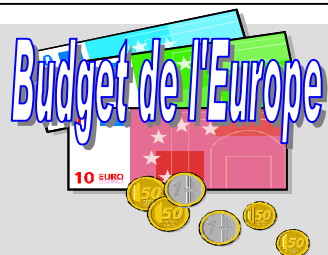
LIVRAISONS DE FRANPRIX

Un emplacement est en cours de construction. Il n'est pas fini que déjà se vérifie son inadaptation. Certes les livraisons ne sont faites que rue Jean Jaurès et l'endroit est délicat. Raison de plus pour le traiter finement.

Tel qu'il se présente, il réduit le trottoir qui est difficilement

praticable pour une poussette. L'emplacement en pente pour le camion, inutilisable par les vélos et les piétons, oblige une marche arrière du véhicule, manœuvre très dangereuse au tournant et condamnant une voie.

Il était pourtant simple d'abaisser tout le trottoir à cet endroit, commodément utilisable par tous en dehors des rares et courts instants de livraison.



La Cour des comptes européenne n'a certifié que 8% du budget 2009, jugeant dans son rapport que les 92% restant présentaient un « trop haut niveau d'illégalités et d'irrégularités ». Ce budget 2009 prévoit entre autre de doter l'agence de communication de l'Union Européenne de 15,4

millions d'euros pour un projet consistant à envoyer une urne dans l'espace marqué du slogan « on peut voter partout ». Les fonctionnaires et élus européens peuvent-ils gaspiller notre argent sans que nous nous en rendions compte ? Que font donc les médias ? Pour nous angoisser avec la crise, là ils sont forts, à tel point que même la population non concernée se serre la ceinture par peur, et le commerce en pâti, créant un peu plus de chômage.

Bravo les medias !

Pierre VACANT



VELCOM : PREMIÈRE ÉTAPE

Velcom arrive prochainement à l'Île-Saint-Denis, notre ville ayant échappé à l'exclusion vécue par d'autres villes du territoire de Plaine Commune. Les remarques formulées le 3 décembre dernier par les membres de la commission municipale du cadre de vie ont-elles été entendues ?

Oui et non ! Notre ville a bien été entendue sur l'inéptie d'installer deux stations en centre ville puisque l'une d'elle sera implantée au quartier nord, devant l'école Langevin ou le square Fackler. Par contre, une station au quartier sud a été refusée sous prétexte d'un trop grand éloignement par rapport à la station la plus proche (mairie).

La dernière commission cadre de vie du 11 mai 2009 a validé cette proposition imposée, regrettant de ne pas voir notre territoire totalement couvert par les bicyclettes « Decaux ».

Le Conseil municipal du 13 mai a de son côté approuvé finalement cette proposition de deux stations. Plusieurs élus, majorité et opposition, ont fait part de leur mécontentement. Néanmoins, la sagesse du plus grand nombre a choisi de voter cette résolution avec l'engagement de Plaine Commune d'étudier une solution alternative pour le quartier sud et pour l'Eco quartier.

Christian VIZIER

☒ Le logement débat (suite)...

☒ Le parcours résidentiel...

Une politique de logement ne se réduit pas à la location. Les ménages qui parviennent à disposer de revenus moyens doivent pouvoir, s'ils le souhaitent, devenir propriétaires de leur logement grâce à des dispositions financières et fiscales. Outre qu'ils améliorent ainsi leur future retraite, ils libèrent des logements pour les plus démunis.

☒ Le surloyer...

Ce parcours résidentiel souhaitable n'est pas l'objectif de madame Boutin. Sa loi qui veut, par le surloyer, obliger ces ménages à quitter le logement social ne vise qu'à les livrer au parc locatif privé.

☒ La mixité... et les cris de certains « chevaliers blancs » de l'opposition !

Bizarrement, ils sont contre le surloyer, non parce que la méthode pour rendre le logement social à sa véritable vocation est discutable, mais parce qu'il en chasserait les locataires à revenus moyens et même pour certains, confortables. Si on les comprend bien, pour rester avec les pauvres, ils veulent des avantages. Bonnes âmes, ils se sacrifient pour éviter le ghetto, à condition de garder leurs sous pour une résidence secondaire.

☒ Une ville de 10 000 habitants ?

Tous ceux qui ont, peu ou prou, participé à la vie municipale ont entendu un discours de l'ancienne majorité différent de celui tenu depuis son passage à l'opposition. Pour disposer des équipements scolaires, sportifs, culturels... il fallait une ville de 10 000 habitants. Et les tours portaient à l'assaut du ciel. Pourquoi leur vision a changé ? Il serait bon de connaître leurs arguments.

☒ Les financements ?

L'acquisition des entrepôts du Printemps, aux prix fort et laissés en friche, a coûté très cher aux contribuables de notre commune et du département. Sans les financements de Plaine Commune, de la Région, de l'État et de l'Europe obtenus par la municipalité, l'Éco-quartier n'aurait pas vu le jour. Le contrat du projet implique quelques contraintes sans commune mesure avec les avantages. L'opposition veut-elle conserver la friche ? Si elle a un projet, lequel ? Avec quel financement ?



À Partir de juin 2009, le Parlement européen comptera 736 députés. Les députés siègeront en session plénière 12 fois par an à Strasbourg. 6 sessions additionnelles de plus courte durée se tiennent à Bruxelles. En fonction de son nombre d'habitants, un pays est représenté par un nombre déterminé d'eurodéputé. L'Allemagne bénéficie de 99 députés, la France et l'Italie de 72 députés... tandis que Malte n'en comptera que 5.

Comme pour toutes les élections, notre association est amenée à prendre part au débat démocratique sans aucune attaches puisque affiliée à aucun parti politique. Néanmoins, nous laissons à ceux qui le veulent, le soin d'exprimer leur propre sensibilité.

LISTE EUROPE-ÉCOLOGIE

L'Europe apparaît bien loin des préoccupations quotidiennes. Et pourtant, près des 2/3 des lois et décrets pris par le Parlement et par le Gouvernement sont la traduction, en droit français, des directives européenne. C'est dire (qu'on le souhaite ou qu'on le regrette) l'intérêt des élections européennes du 7 Juin 2009. Allons-nous élire des députés européens qui portent les aspirations solidaires et écologiques des couches populaires et moyennes. Un laisser élire (en nous abstenant) des députés qui défendent les intérêts qui détruisent la planète ?

Pour ne plus laisser l'histoire entre les mains de ceux qui sont à l'origine des dérèglements des mécanismes financiers, des émeutes de la faim dans les pays pauvres, de l'aggravation des inégalités, de la destruction du vivant et du bouleversement climatique, ne leur laissons plus aucun répit.

La liste Europe-Écologie s'engage résolument pour porter un projet à la hauteur des défis de civilisation que provoque la crise du capitalisme :

Un programme de conversion écologique et solidaire de notre continent européen permettant une

coopération équitable avec les pays pauvres : priorité aux besoins fondamentaux (logements, transports en commun, écoles, santé...), bouclier social européen, agriculture paysanne au service d'une alimentation saine, énergie propre pour un climat clément, prévention et soins publics des maladies du mode de vie, protection de la biodiversité, revenu minimum d'existence pour les pauvres et **revenu plafond pour les riches**, une lutte sans concession pour mettre fin aux paradis fiscaux, une nouvelle constitution.

Des candidats expérimentés, Daniel Cohn-Bendit, Eva Joly, José Bové... connus pour leurs combats sans relâche pour la solidarité ici et dans le monde, contre les dérives financières, contre les OGM et pour la préservation d'une agriculture saine auxquels se

sont joints des personnes engagées dans les combats écologiques de Greenpeace et de Nicolas Hulot, dans le soulèvement social contre la « Profitation aux Antilles ».

Avec ces femmes et ces hommes, dotés de convictions bien trempées et d'une solide expérience, nul doute que le Parlement européen sera demain une assemblée vivante, combative, ouverte à celles et à ceux qui construisent un monde meilleur, fraternel entre humains et respectueux de la nature et des générations futures.

Pour cela, je vous invite à voter pour la liste Europe-Écologie.

Michel BOURGAIN

EUROPÉENNES : SIMPLEMENT VOTER À GAUCHE ?

Ces élections européennes ne semblent pas mobiliser les foules. Pourtant toutes les décisions prises par le Parlement européen ont une incidence directe dans notre vie courante. Alors pourquoi ce désengagement ? Cette attitude est-elle simplement passagère à l'occasion des élections européennes ou le fruit d'une profonde aversion de la politique en général ?

Il faut bien reconnaître que l'image renvoyée par la classe politique et la gauche en particulier est depuis longtemps, complètement déconnectée des aspirations et attentes des électeurs. Pour autant, il serait dangereux de recentrer cette élection sur le seul rejet de la politique de Sarkozy. Cette attitude

favoriserait l'abstention et pénaliserait encore plus la gauche. On ne s'oppose pas sans idées !

C'est pourquoi, malgré une gauche moribonde et fractionnée, je veux encore croire en elle. J'attends un projet social et écologique qu'elle seule peut porter. Pour cela, il faudra qu'elle puisse démontrer une réelle volonté d'unité sur les grands sujets de société (enseignement, santé, écologie, solidarité...) pour retrouver un jour le pouvoir de changer la vie des gens.

À la veille des élections européennes, j'appelle simplement à voter à gauche le 7 juin prochain.

Christian VIZIER

EUROPE : VOTER POUR QUI ? VOTER POUR QUOI ?

Belle initiative de fin de mandat : les députés européens se sont accordés un alignement par le haut afin d'avoir le même salaire. Par temps de crise, ils ont ainsi sérieusement augmenté leur salaire. Comme on aimerait qu'ils agissent de même pour tous les salariés. À coup sûr, les abstentions seraient beaucoup moins nombreuses. Si l'Europe des marchands n'a pas la cote, l'Europe sociale rencontrerait alors une grande adhésion.

Restons citoyens, il faut voter. Alors, citoyen de gauche, pour qui voter ? **Éliminons évidemment la droite sarkozienne et antisarkozienne.** Éliminons le camp des « Oui » au référendum pour l'Europe « libérale », qui englobait la majorité du Parti

socialiste. Éliminons les candidats qui veulent bien être élus, mais ne veulent même pas être « facteurs » de progrès en refusant les responsabilités,

Que reste-il ? Restent peu de listes résolument sociales et engagées. **Parmi elles, celle soutenue par le Parti communiste (Front de Gauche) et celle soutenue par les Verts (Europe-Écologie) qui ont au moins l'avantage de la fidélité à leurs principes et n'ont pas peur de mettre les mains dans le cambouis pour produire du social et de l'écologie. Questions vitales pour notre avenir, enjeu majeur et déterminant du Parlement européen.**

Joseph DA COSTA

